

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 15 NOVEMBRE 1998

N° 263 PRIX 4 FF



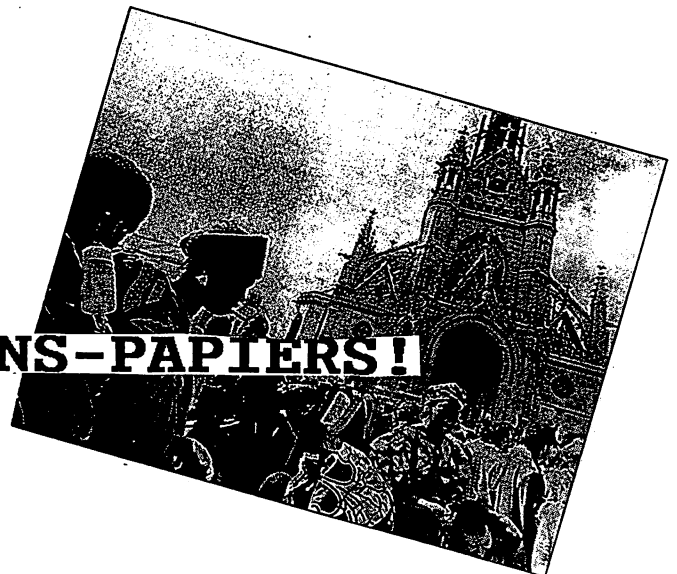
IMMIGRATION



POUR LA REGULARISATION



DE TOUS LES SANS-PAPIERS!



SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

é d i t o r i a l

Page 2
Editorial

Page 3
Côte d'Ivoire:
- C'est Bedié qui dit
que "L'exemple doit
venir d'en haut"?

Page 5
Rentrée scolaire en
Côte d'Ivoire: un
cauchemar pour les
parents pauvres.

Page 7
Amérique Latine: La
pauvreté et la misère
ont aggravé les con-
séquences du cyclone

Page 8
Sénégal: Le dernier
tirailleur est mort

Page 9
Il y a 80 ans se
terminait la première
guerre mondiale

ABONNEMENT
FRANCE:

1 an: 85 FF
Le paiement se fait
uniquement en liquide
ou en timbres-postes
courants.

ETRANGER :
Même tarif mais
uniquement en cou-
pons-réponses inter-
nationaux.

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 -CLICHY Cedex

IMMIGRATION

**POUR LA REGULARISATION
DE TOUS LES SANS-PAPIERS!**

Depuis quelques mois des sans-papiers, malgré leur situation dramatique, font la grève de la faim dans un certain nombre de villes en France comme à Bordeaux, Lille, Orléans, Avignon et au Havre, pour faire pression sur le gouvernement de Jospin. Par contre les autorités ont envoyé la police à la mairie de Limeil-Brévannes, région parisienne, où onze sans-papiers y faisaient la grève de faim depuis le 1er septembre. Les policiers sont rentrés de force et ont procédé à "une évacuation sanitaire", dit-on. Voilà la réponse de Jospin aux grévistes de la faim et à tous les sans-papiers.

De tels agissements sont vraiment révoltants. Cela indigné non seulement tous ceux qui soutiennent les actions des sans-papiers mais aussi des maires comme celui de Limeil-Brévannes, des médecins et bien d'autres personnalités.

Certes faire la grève de la faim est un acte de désespoir mais les sans-papiers n'ont pas tellement le choix pour faire pression sur le gouvernement. Jospin et les partis de gauche, il y a moins de deux ans, soutenaient les actions qui sont menées pour la régularisation de tous les sans-papiers. Evidemment à cette époque la gauche était dans l'opposition. Et au cours des élections, Jospin avait promis de régulariser la situation de tous les clandestins. Après la victoire de la gauche, Jospin premier ministre et Chevènement ministre de l'intérieur ont poussé leur cynisme jusqu'à appeler tout le monde à se présenter à la préfecture pour faire la demande. Mais voilà, une fois au pouvoir ces hommes politiques agissent en fonction des intérêts de boutique. Ce gouvernement n'agit pas selon les besoins des travailleurs et le désir des sans-papiers qui veulent avoir leurs cartes de séjour et travailler librement en France. Non, Jospin ne veut pas. Il préfère montrer aux bourgeois, à la droite réactionnaire, à l'extrême droite sa fermeté envers les travailleurs, envers les sans-papiers.

En même temps ce gouvernement montre qu'il veut se débarrasser des sans-papiers, mais vraiment, à moindres frais. En effet la ministre de

l'emploi et de la solidarité, Martine Aubry, a ressorti, ce que nous connaissons déjà, l'aide au retour. Ce gouvernement se moque des sans-papiers en proposant un "contrat de réinsertion dans le pays d'origine".

De quoi s'agit-il au juste ? Le candidat sans-papiers aura son billet de retour pour son pays d'origine. Une fois sur place on lui donne une formation professionnelle pendant trois mois avec une allocation de 2 000 F mensuelle. De plus, comme cadeau, il aura un visa à entrées multiples pour des séjours de courtes durées en France. A cela s'ajoutent les mesures précédentes, c'est-à-dire, une aide de 4 500 F par adulte et 900 F par enfant.

Voilà ce que propose ce gouvernement aux sans-papiers. Et pour être aidé dans cette tâche, il bénéficie de la complicité des gouvernements du Sénégal, du Mali et du Maroc.

Il se moque vraiment de tout le monde. Si des milliers de gens ont pris de multiples risques et fait tant de sacrifices pour fuir la misère et tenter leur chance en France, ce n'est pas pour entendre de telles choses.

Les sans-papiers ont raison de ne pas se laisser faire. Ils luttent pour régulariser leur situation. Ils ont tout notre soutien. Le samedi 21 novembre aura lieu une manifestation de soutien; il faudra que nous soyons nombreux ce jour-là.

CORRUPTION EN COTE D'IVOIRE

C'EST BÉDIÉ QUI DIT QUE "L'EXEMPLE DOIT VENIR D'EN HAUT" ?

Le 30 octobre dernier, un juge sud-africain, enquêtant sur les crimes passés du régime de l'apartheid, dévoile le nom de Bédié dans une affaire de trafic de pétrole en faveur de l'Afrique du Sud. Selon cette enquête que Mandela a vainement tenté d'étouffer pour ne pas offusquer Bédié, ce dernier, alors président de l'Assemblée Nationale, aurait perçu une "commission" de 3 millions de dollars pour avoir facilité une livraison de pétrole au régime raciste et qui était sous embargo international.

Dans un premier temps Bédié s'est contenté de publier un communiqué par voie de presse selon lequel cette enquête du juge ne constituait aucunement une preuve, que c'était une affaire interne à l'Afrique du Sud et qu'en plus le dossier était clos.

Quelques jours plus tard, lors d'une journée du PDCI à Yamoussoukro, Bédié disait que

c'étaient "des rumeurs calomnieuses et fantaisistes". "...Je n'ai jamais accepté de pots-de-vin", dit-il sans honte en proclamant que "rigueur morale, renoncement à l'intérêt personnel au bénéfice de l'intérêt général" ont guidé "depuis toujours [sa] carrière publique". Il parle de son "combat...pour la moralisation de la vie économique et... politique" en précisant que "l'exemple doit venir d'en haut".

L'"exemple" vient, en effet, d'en haut mais dans le sens contraire de la profession de foi de Bédié. Et ce n'est certainement pas la première fois que son nom est mêlé à une affaire de ce genre. Rappelons seulement celle qui, en 1977, avait défrayé la chronique à Abidjan. Il s'agit de l'affaire Sodésucre. Houphouët Boigny, qui n'était pas novice en matière de dilapidation des fonds publics, avait décidé de créer douze complexes sucriers en Côte d'Ivoire. Cette opération était conjointement supervisée par les ministres de

l'Economie et des Finances (Bédié), de l'Agriculture (Abdoulaye Sawadogo) et du Plan (Mohamed Diawara). L'argent du projet a littéralement été dilapidé alors que six seulement sur les douze complexes étaient réalisés. Les projets ont été donnés à des sociétés, dont certaines étaient fictives, appartenant à des amis de Bédié. Les projets ont été surfacturés de 57 à 100%, soit un montant de 35 milliards de CFA de trop par rapport au prix du marché. C'est suite à cette affaire que le 20 juillet 1977 Bédié et ses deux compères ont été limogés par Houphouët. Bédié fut alors renvoyé aux Etats-Unis comme ambassadeur avant de revenir plus tard comme président de l'Assemblée Nationale.

Corruption, détournements de fonds et trafics de tous genres font en effet partie des panoplies des gens du pouvoir pour s'enrichir sur le dos des contribuables. Ce sont des véritables parasites de la

société dont il faudra un jour se débarrasser pour qu'enfin les richesses du pays soient utilisées au mieux dans l'intérêt de la grande majorité. Mais faudra-t-il pour cela mettre un gendarme ou un policier derrière chaque ministre et haut fonctionnaire ? Et les policiers et gendarmes qui seront chargés de cette tâche, qui va les contrôler ? Les ministres et les hauts magistrats eux-mêmes corrompus ? Ce serait une histoire de serpent qui se mordrait la queue. Non, aucune loi, aucun homme de la bourgeoisie, fût-il intègre, ne peut mettre fin à la corruption car c'est tout son système qui est bâti sur le vol et le pillage. Seuls les travailleurs et l'ensemble des exploités, mobilisés, organisés et armés peuvent y parvenir en contrôlant et en exerçant démocratiquement le pouvoir, à tous les échelons. Ce faisant ils mettront non seulement fin à la corruption mais aussi à toute exploitation de l'homme par l'homme.

COTE D'IVOIRE

C'EST TOUT LE REGIME QUI EST POURRI

Le pouvoir et l'entourage de Bédié ne sont pas gâtés en ce moment. L'affaire du trafic pétrolier en faveur du régime de l'apartheid a-t-elle à peine été dévoilée qu'une autre affaire de détournement de fonds publics à Bouaké vient de voir le jour. Un "trou" de plus d'un milliard de F CFA a été constaté au Trésor Public de cette ville. Les responsables locaux avec la complicité des gens bien haut placés, vendaient en "parallèle" des timbres fiscaux dérobés du coffre fort de Bouaké. N'est-il pas bizarre que les responsables nationaux du Trésor, les ministres des Finances et du Budget ne s'en soient même pas aperçus avant que plus d'un milliard ne se soit volatilisé ? Maintenant que la chose est publique, quelques têtes vont sûrement tomber. On trouvera peut-être quelques

coupables parmi les petits calibres, histoire de dire que le pouvoir lutte contre la fraude et la corruption.

Madame Bédié n'est pas du reste puisque son nom est cité dans une autre affaire de corruption. L'hebdomadaire "Argument" avait affirmé que lors de sa récente tournée au Liban Madame Henriette Bédié aurait perçu une somme de 600 millions de francs CFA pour qu'elle fasse pression auprès de la justice ivoirienne afin que celle-ci libère Roger Nasra. Cet homme d'affaire Libanais est accusé d'avoir détourné, avec la complicité de 16 autres personnes ivoiriennes, dont certaines sont placées dans les hautes sphères de la finance publique, une somme de plus 950 millions de F CFA. Son procès devrait débiter le 17 novembre

prochain. Notons que ce monsieur ne dort pas à la MACA (prison). Il bénéficie du privilège de "résidence surveillée" alors que pour une pécadille ces mêmes juges envoient sans hésitation les petites gens dans cette prison réputée pour les mauvaises conditions dignes des pires dictatures.

Ce n'est pas madame Bédié qui a porté plainte pour diffamation contre cet hebdomadaire mais le procureur lui-même qui, par excès de zèle, s'était "auto-saisi". La plainte a été, pour le moment, reconnue "irrécevable" étant donné

que madame Bédié n'ose pas aller à la barre pour ne pas "gâter" son nom. Il n'empêche que deux journalistes de cet hebdomadaire ont déjà été interpellés. L'un a passé plus de vingt-quatre heures en prison.

Voilà donc quelques affaires rendues publiques contre la volonté du pouvoir de les étouffer. Mais sachons que tout l'appareil d'Etat ivoirien est pourri du sommet à la base. Plus on monte vers le sommet, plus c'est puant. Et ce qu'on voit de temps en temps en plein jour n'est que la partie visible de l'iceberg.

RENTREE SCOLAIRE EN COTE D'IVOIRE

UN CAUCHEMAR POUR LES PARENTS PAUVRES

La rentrée scolaire est, pour les familles modestes, un vrai casse-tête car les dépenses occasionnées pour les fournitures et autres frais scolaires sont tellement élevées et les salaires tellement bas que certains parents n'y arrivent pas, même avec toutes les peines du monde. Un fonctionnaire en retraite raconte: "Lorsque les gens voient nos visages serrés à la rentrée, ils pensent que nous faisons exprès. Chaque rentrée pour nous est un véritable cauchemar...J'ai seulement trois enfants scolarisés en 2^{de}, 4^{ème} et CM1. Malgré tout cela, j'ai toutes les peines du monde à leur acheter le minimum". Il explique que pour la classe de 2^{de} les livres lui reviennent à 30 000 F CFA. Il faut ajouter à cela les cahiers de 100, 200 et 300 pages coûtant au moins 10 000 F CFA. Pour la classe de 4^{ème} les livres lui reviennent à 22 640 F CFA et les cahiers à 13 000 F CFA. Pour l'enfant en CM1 il déboursa 24 510 F CFA pour les livres et 23 450 F CFA pour les cahiers. A ces dépenses de base il faut ajouter les nombreux accessoires tels que les compas, règles, rapporteurs, équerre, crayons de couleurs, gommes...sans compter que pour certaines matières, les professeurs

peuvent exiger jusqu'à six livres et plusieurs cahiers pour chacune.

Un autre parent d'élève raconte: "Ma maigre pension de retraite ne suffit plus, les fournitures me prennent au bas mot 90% de mon budget...Chaque année on a beau prévoir nos budgets, on est toujours dépassés par les prix. Tout augmente. Même les simples stylos qu'on avait à 30 F sont maintenant à 150 F et personne ne se plaint". En effet les prix ne cessent de grimper alors que les salaires eux sont bloqués depuis des années. Un cahier de 100 pages coûtait 145 F CFA en 1995; aujourd'hui il est passé à 250 F CFA. Le cahier de travaux pratiques est passé de 800 à 1800 F CFA, même chose pour les "cahiers de recherche" de 200 et 300 pages. Chaque année les livres changent aussi de prix. Il faut ajouter 100, 1000 voire 2000 F CFA sur chacun. De plus, le ministère de l'éducation nationale avec la complicité des maisons d'édition, change les livres d'une année à l'autre pour certaines matières afin d'obliger les parents à acheter toujours de nouveaux manuels. Les anciens livres des aînés ne pourront alors même pas servir aux les plus jeunes.

Pour les parents dont les enfants arrivent en classe d'examen ou en année charnière (CP1, CM2, 6ème, 3ème, 2nde et terminale) c'est encore plus difficile car il y a plus de fournitures. Il faut y ajouter des cours de rattrapage, des annales d'exercices. "On doit payer des fiches, des calculatrices, des cahiers spéciaux au cours de l'année. On peut facilement allouer 300 000 F CFA pour un seul enfant en classe d'examen ou en début de cycle" raconte un autre. "S'il y avait des associations de

consommateurs dignes de ce nom, nous parents d'élèves serions moins stressés et moins anxieux à cette période" déclare, à juste titre, un autre.

Bien évidemment tous les parents d'élève ne sont pas logés à la même enseigne. Ceux des quartiers huppés comme Cocody ou Riviéra n'ont rien de commun avec ceux d'Abobo, de Yopougon ou d'Adjamé entre autres. Les enfants des riches pourront étudier dans de bonnes conditions tandis que ceux des pauvres seront à la traîne faute de moyens.

COTE D'IVOIRE

GREVE DES COMMERCANTES ASPHYXIEES PAR LEURS FOURNISSEURS

Du 25 au 28 octobre dernier, pendant quatre jours, les mareyeuses (commerçantes de poisson en gros), membres du Groupement des professionnels du commerce de poisson et des produits de mer (GPCMER), étaient en grève pour protester contre la "concurrence déloyale" que leur livrent les importateurs et fournisseurs de poisson.

En effet, "les commerçantes en gros" de poisson et autres produits de mer achètent directement le poisson au port de pêche d'Abidjan et le revendent aux détaillants. Par exemple, elles achètent le poisson "Appolo" à 14.500 FCFA le carton et le revendent à 15.500 FCFA aux détaillants. Mais les fournisseurs les court-circuitent et vendent, eux aussi, le poisson aux détaillants - au prix de vente en gros, c'est-à-dire à 14.500 FCFA.

De plus, les fournisseurs disposent non seulement des entrepôts, mais aussi des camions frigorifiques qui leur permettent de ravitailler directement les détaillants d'Abidjan et de l'intérieur du pays. Dans un premier temps, surtout à l'intérieur du

pays, ils cassent les prix pour faire tomber les grossistes et demi-grossistes. Ensuite, une fois qu'ils prennent la place de ceux-ci, ils font remonter les prix.

A cette concurrence, classique dans la société capitaliste mais qui n'en souligne pas le moins le caractère impitoyable de celle-ci, s'ajoute une escroquerie appelée "vente liée" qui consiste à obliger les grossistes à prendre "un carton de poisson frais vendu avec un carton de poisson avarié".

Confrontées à cette exploitation, les commerçantes de poisson n'arrivent pas à s'en sortir. Bien au contraire, elles s'endettent sans cesse, comme l'a dit l'une d'entre elles: "Nous sommes criblées de dettes à cause de la cupidité de nos fournisseurs". Une autre a ajouté: "Les importateurs et fournisseurs ont faussé la règle du jeu en devenant grossistes et même détaillants dans la distribution du poisson".

C'est donc pour mettre fin à tous ces abus que les commerçantes de poisson ont tenu à se faire entendre, en se mettant en grève.

Pendant plusieurs jours, des tonnes et des tonnes de poisson ont pourri au port de pêche. Cette situation a commencé à peser sur tout le monde, à commencer par les consommateurs qui ne savaient plus avec quoi accompagner le principal plat quotidien, l'attiéké.

Alors, selon toute vraisemblance, pour éviter que le champ du mécontentement ne s'élargisse aux consommateurs de poisson, le ministère du commerce a

fini par rencontrer les grévistes le 27 octobre. Les négociations ont-elles abouti à une solution satisfaisante? Toujours est-il que la grève a pris fin dans la foulée des négociations.

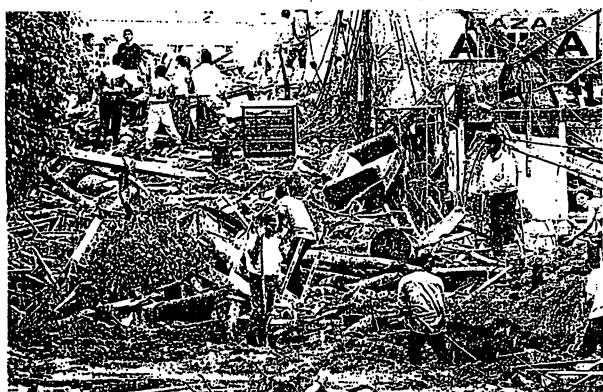
Les commerçantes de poisson ont fait l'expérience que la loi de la jungle n'existe pas que dans le règne animal. Elle est aussi à la base de la société actuelle. Elles ont montré qu'en agissant collectivement on peut faire reculer plus fort que soi.

AMERIQUE LATINE

LA PAUVRETE ET LA MISERE ONT AGGRAVE LES CONSEQUENCES DU CYCLONE

Le cyclone qui a frappé plusieurs pays de l'Amérique centrale (Nicaragua, Honduras, Salvador, Costa Rica et Guatemala

violent, l'effondrement d'une montagne et de surcroît l'éruption volcanique ont semé le désarroi parmi les populations.



Le centre de la capitale du
Honduras après le cyclone

notamment) a causé de nombreuses pertes humaines et des dégâts matériels très importants. C'est surtout au Honduras (6 millions d'hab) et au Nicaragua (4,5 millions d'hab) que ce cyclone, le plus dévastateur qu'ait connu cette partie de l'Amérique, a été le plus meurtrier et le plus néfaste économiquement. Au Honduras, le fleuve en crue a détruit les champs de banane, de café et les habitations; au Nicaragua, le vent

Dans ces deux pays, l'ouragan aurait tué 12 000 personnes, le nombre des disparus s'élèverait à plus de 13 000, et les personnes sinistrées se compteraient par millions. Quant aux dégâts matériels, un responsable du programme alimentaire de l'ONU affirme que le Honduras et le Nicaragua ont reculé de "vingt ans en trois jours", et ont besoin de "3,2 milliards de dollars" d'urgence pour réparer les dégâts de l'ouragan.

Devant l'ampleur de cette catastrophe, sont dérisoires et ridicules les secours des pays capitalistes avancés pourtant responsables du pillage des richesses des pays sous-développés sous leur domination. On ne se bouscule pas pour venir en aide. Car voler au secours des victimes ne rapporte pas de profit. Alors on laisse crever. Du moins l'on fait un geste symbolique.

La France a envoyé un navire avec quelques hommes, les Etats-Unis se contentent de débloquer 3,5

millions de dollars. C'est honteux. Mais c'est ainsi qu'agissent les impérialistes. Quand il s'agit de mater une rébellion ou de donner une leçon à un dictateur qui leur est hostile, les dirigeants des pays impérialistes n'hésitent pas à utiliser les grands moyens. Les Etats-Unis par exemple ont dépensé des milliards de dollars et mobilisé des moyens militaires colossaux pour faire la guerre en Irak parce que leurs intérêts étaient en jeu. Ils s'appêtent à répéter le même scénario contre Saddam Hussein; ils s'appêtent à mobiliser des milliers d'hommes, à utiliser des bateaux, des hélicoptères, des avions gros-porteurs, loin, en Irak, alors que juste à côté d'eux des millions de sans-abris du Honduras et du Nicaragua, démunis de tout, attendent du secours. Quant au gouvernement français, il dépense des sommes importantes pour sauvegarder ses intérêts en Afrique

par le maintien des forces militaires dans un nombre de pays d'Afrique comme en Côte d'Ivoire, à Djibouti, en République centrafricaine, au Tchad...

Alors, il n'est pas étonnant que les victimes du Honduras et du Nicaragua soient laissés à leur sort. D'autant plus ces pays exploités pendant des siècles par l'impérialisme n'ont pas de moyens pour secourir les sinistrés. C'est cela qui explique le nombre considérable de victimes.

De telles catastrophes se produisent aussi dans les pays capitalistes. Mais elles ne font pas autant de morts, autant de dégâts parce que les moyens existent. Ce qui a tué le plus dans cette Amérique centrale, ce sont surtout la pauvreté et la misère, conséquences de l'exploitation capitaliste.

SENEGAL

LE DERNIER TIRAILLEUR EST MORT

Abdoulaye N'Diaye, un ancien combattant de la première guerre mondiale vient de s'éteindre à l'âge de 104 ans. Il est décédé le 10 novembre, c'est-à-dire à la veille du 80^{ème} anniversaire de l'armistice, jour prévu par l'ambassade de France au Sénégal pour lui remettre en grande pompe la légion d'honneur.

Abdoulaye N'Diaye a eu la chance de mourir de vieillesse. Mais combien de ses compagnons au Sénégal ont péri aux fronts, broyés dans les tranchées, au milieu des rats et de la vermine, pour une guerre qui n'était pas la leur? (Ce vieillard la qualifiait comme étant "la guerre des Blancs"). Sans doute des dizaines de milliers. Les chiffres actuels font état de 180 000 enrôlés de force en Afrique. Seule une infime minorité de ces "poilus" ont pu revenir vivants -généralement mutilés- sur le sol africain. Par la

suite il a fallu mille tracasseries administratives avant que les malades et blessés ne puissent toucher quelques indemnités dérisoires pour survivre.



Le tirailleur, laissé-pour-compte.

C'est ainsi qu'au lendemain de la deuxième guerre mondiale, une

mutinerie de combattants revenus de guerre éclata dans le camp de Thiaroye près de Dakar. Plutôt que de leur accorder des indemnités, les autorités coloniales (en accord avec le gouvernement de De Gaulle) ont ouvert le feu sur les mutins désarmés.

Alors, aujourd'hui monsieur

l'ambassadeur voulait sans doute faire oublier tout ça et se faire redorer le blason à bon compte. Avec la fête qu'il avait prévue de donner, il voulait faire un peu de publicité sur ce qu'il appelle sans doute la "générosité de la patrie reconnaissante". Eh bien il a raté son coup!

 Le cinéaste Sembene Ousmane a réalisé un film intitulé le Camp de Thiaroye. A sa sortie, ce film fut interdit en France par Jack Lang, alors ministre de la culture sous Mitterrand.

IL Y A 80 ANS SE TERMINAIT LA PREMIERE GUERRE MONDIALE

Le 11 novembre, le gouvernement français commémorait l'armistice qui a mis fin à la guerre de 1914-1918. Ce fut le premier conflit généralisé que les grands Etats capitalistes industriels se faisaient. La France, l'Angleterre et leur allié russe d'un côté, l'Allemagne et son allié l'empire Austro-hongrois ainsi que l'Italie hésitante de l'autre.

Pendant quatre années que dura cette guerre, au moins 9 millions d'hommes furent tués. Ce fut une boucherie. Lors des grandes batailles, comme celle de Verdun, 100 000 hommes furent tués de part et d'autre du front. Ceux qui cherchaient à s'échapper de cet enfer étaient ramenés par les gendarmes et fusillés. Lorsqu'une troupe manquait de combativité, les officiers faisaient fusiller pour l'exemple.

Cette guerre était mondiale, puisque des peuples des quatre coins du monde furent lancés dans ce tombeau. Dans les colonies françaises, d'Afrique, du Maghreb et d'Asie, ce sont 800 000 hommes (dont 180 000 Africains) en pleine fleur de l'âge qui ont été enrôlés de force pour être placés en première ligne dans les combats les plus meurtriers de l'armée de terre française. Bien peu en sont revenus vivants.

Les dirigeants disaient à leurs peuples qu'il fallait se battre et mourir pour la patrie. En réalité, la seule raison et le seul enjeu de la guerre a été le repartage du monde entre grandes puissances impérialistes: l'Angleterre et la France principalement d'un côté, l'Allemagne de l'autre. Les deux premières ont réussi à se constituer des empires coloniaux en Afrique, en Asie au siècle précédent. La troisième, la plus dynamique sur le plan économique, s'est cependant développée trop tard. Elle ne pouvait agrandir sa sphère d'influence, trop petite pour ses capitaux, ses investissements ou pour trouver des matières premières, qu'au détriment des autres. Les unes et les autres se battaient donc, en réalité, pour le droit de piller et d'exploiter les peuples coloniaux et sémi-coloniaux d'Afrique, d'Asie, du Moyen Orient et d'Europe de l'Est.

Dans les colonies, les Etats belligérants ont abondamment usé de la force pour capturer et expédier les "recrus" vers l'Europe. En Europe, ils se sont servis du poison que constituent le chauvinisme et le patriotisme pour faire accepter la guerre. En réalité, les gouvernements bourgeois redoutaient la force de la classe ouvrière. C'est pourquoi avant de s'engager dans cette guerre, ils ont cherché

et finalement trouvé l'appui des dirigeants sociaux-démocrates. La majorité de ces dirigeants étaient réformistes. Ils ont cédé à la pression de leur propre bourgeoisie et ont fini par prôner la défense de leur propre impérialisme contre celui d'en face.

Seule une petite minorité était résolue à maintenir à contre courant le drapeau de l'internationalisme dans les usines et sur les fronts. Il s'agit des Spartakistes allemands autour de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht. Il s'agit aussi de quelques dirigeants syndicaux en France tels que Monatte et Rosmer.

Mais en 1917, la troisième année de la guerre, les ouvriers, les paysans envoyés dans la boue des tranchées ont commencé à se révolter. Il y a eu une vague de mutineries, de refus d'obéissance dès le début de cette année, aussi bien du côté français du front, que du côté allemand. A l'arrière, dans les usines où étaient cruellement exploités ceux qui n'étaient pas encore ou plus en âge de se révolter, mais aussi, les femmes de soldats, des grèves commençaient à se déclencher. De partout montait la volonté d'arrêter cette guerre, dont les peuples commençaient à réaliser à quel point elle n'avait rien à voir avec leurs intérêts, alors que ce sont eux qui en payaient le prix.

La bourgeoisie et ses représentants, la caste des officiers ont réagi avec violence, par des fusillades pour l'exemple, par l'envoi des milliers de soldats aux bagnes militaires. Ce n'était même plus seulement la poursuite de la guerre qui les préoccupait, mais plus encore, la crainte que la guerre se transforme en révolution. Et c'est en effet ce qui s'est passé.

En Russie, la révolte s'est transformée en révolution. Les soldats ne se sont pas contentés de désobéir à leurs officiers, ils

chassaient leurs supérieurs et se mettaient à élire des conseils de soldats pour diriger des régiments. A l'arrière, dans les villes industrielles, les ouvriers ont élu des conseils ouvriers démocratiques pour défendre leurs intérêts. Dans les campagnes, la grande masse des paysans dont les enfants mouraient au front pour rien, commençaient à agir pour eux-mêmes, brûlaient les châteaux et commençaient à se partager entre eux les terres des seigneurs terriens qui les opprimaient jusque là. Après quelques mois, les multitudes de conseils d'ouvriers, de soldats, de paysans, réunifiées en un conseil central - soviét en russe - ont décidé d'arracher le pouvoir pour diriger le pays dans l'intérêt de la population laborieuse. Pour la première fois dans l'histoire après la Commune de Paris, le prolétariat a pris le pouvoir dans un pays et chassé les bourgeois du pouvoir.

Mais la révolution n'est pas restée circonscrite en Russie. Au cours des deux ans qui suivirent, en 1918 puis 1919, elle s'est propagée en Allemagne, en Hongrie, en Finlande. Jamais la chute du capitalisme n'a paru aussi proche.

La bourgeoisie a fini cependant par l'emporter. La principale cause de la défaite du prolétariat a été le fait que c'est sa propre direction, les grands partis social-démocrates, qui s'est mise entièrement au service de la bourgeoisie pour rétablir l'ordre. La Russie mise à part, seule des minorités issues de la sociale démocratie s'y sont opposées et qui allaient prendre le nom de communistes.

Ainsi, le drapeau rouge des travailleurs ne réussit de continuer à flotter victorieusement qu'en Russie sous la direction du parti bolchevique de Lénine et Trotsky. C'est ce drapeau qui symbolisa l'espoir d'un monde nouveau.

Le système capitaliste, bien

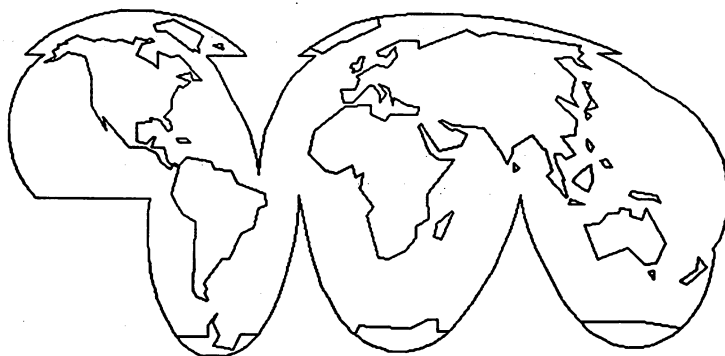
que vieillissant, a finalement réussi à prendre le dessus. Mais de crise économique en récession il entraîna l'humanité, 20 ans après la première guerre mondiale, dans un nouveau conflit encore plus meurtrier que le précédent.

De nos jours, depuis un quart de siècle, ce système infâme souffre à nouveau d'une crise qui entraîne des faillites en chaîne et bascule dans le chômage et la misère des prolétaires aux quatre coins de la planète. Comme disait Jean Jaurès, un dirigeant ouvrier français opposé à la guerre: "Le capitalisme porte la guerre comme la nuée porte l'orage". Mais sans même parler du risque de guerre mondiale

généralisée, le continent africain souffre gravement et en permanence de la pauvreté et du sous-développement, conséquence du pillage capitaliste. Aux guerres ethniques stériles qui découlent de cet état de fait, s'ajoutent les méfaits des bandes armées derrière lesquelles il y a les manoeuvres des grands trusts du diamant, du pétrole, du cuivre. C'est-à-dire en dernier lieu, des puissances impérialistes elles-mêmes.

C'est pourquoi il est indispensable que les travailleurs de tous les pays se donnent la main pour déclarer la guerre à la guerre en renversant la bourgeoisie à l'échelle du monde.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.